



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU 15 AU 21 AOÛT 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Brèves du 15 au 21 août 2022

Politiques économiques

La baisse de l'inflation canadienne à 7,6% en juillet, premier signe encourageant du ralentissement de l'inflation

Enregistrée à un niveau historique en juin (+8,1%), l'inflation a connu un premier ralentissement depuis 12 mois en juillet, pour s'établir à 7,6% en glissement annuel. Ce ralentissement découle principalement d'une réduction significative des prix de l'énergie (gaz: -9,2% en un mois; pétrole: -9%) liée à une demande mondiale plus faible, notamment aux États-Unis et en Chine. Dans le même temps, les hausses sur le prix des produits alimentaires (+9,9% en un an) et des loyers (+4,9%) suggèrent que la Banque centrale du Canada devrait poursuivre sa politique monétaire restrictive, soutenue par l'hypothèse d'une hausse de 75 points de base du taux directeur de référence le 7 septembre prochain. En effet, le resserrement monétaire n'a pas encore produit tous les effets escomptés, à l'exception de la correction observée sur le marché de l'immobilier qui, bien que forte, ne serait pas de nature à produire la récession redoutée pour l'économie dans son ensemble et que les chiffres du chômage ne permettent pas à ce stade d'envisager.

L'inflation toucherait plus rudement la classe moyenne au Canada

Une étude de la TD Economics fondée sur les habitudes d'achat de chaque classe de revenu révèle que les ménages compris dans le 3^{ème} quartile (ceux dans la fourchette 40-60% des revenus les plus aisés) subiraient un niveau d'inflation plus élevée, à 8,1% en moyenne sur les trois derniers mois par rapport à l'an dernier - contre une inflation moyenne dans le pays de 7,8%. En proportion de leur budget, les ménages de la classe moyenne dépensent plus que les autres pour leur mobilité (près de 20%) et dédient une part conséquente aux achats alimentaires, deux postes de dépense lourdement impactés par l'inflation dernièrement.

Le marché immobilier au Canada poursuit son recul en juillet tandis que les chantiers reprennent

Le prix moyen de l'immobilier canadien a baissé de 1,7% entre les mois de juin et juillet. Depuis le pic de février dernier, les prix ont connu une baisse de 6%, soit une dynamique comparable à celle observée lors de la crise financière de 2008-09 sur une durée équivalente. Dans certaines régions plébiscitées à la suite des restrictions sanitaires, à l'instar des banlieues de Toronto et Vancouver, les prix ont chuté jusqu'à 15% entre février et juillet, réduisant localement la valeur des biens d'environ 250 000 CAD (190 000 €). Un temps indifférents à la baisse du volume des ventes, les prix ont fini par diminuer face au repli de l'activité. En juillet, la dynamique des ventes s'est confirmée par une baisse de 5,3% en glissement mensuel, affectant environ trois quarts du pays. Sans parler d'un véritable rebond, le maintien des mises en chantier au mois de juillet (+1,1%) sera

suivi avec attention pour savoir s'il relève d'un effet de bord ou d'une véritable tendance de marché.

Le marché du capital-risque canadien revient à ses performances de 2020

Dans son dernier rapport, la «Canadian Venture Capital Association» confirme un recul du marché des capitaux privés au Canada au deuxième trimestre 2022, après une année 2021 exceptionnelle. Au total, 1,65 Md CAD (1,27 Md EUR) ont été investis par les fonds VC ce trimestre en 182 transactions (contre 4,52 Md CAD et 189 transactions au T1 2022). Les perspectives macroéconomiques incertaines ont réduit la confiance des investisseurs, impactant les perspectives de croissance de l'écosystème startup canadien, comme en témoignent les récentes vagues de licenciement (10% des effectifs chez Shopify, 25% chez Clearco, etc.). Les investissements en phase d'amorçage (Seed/Série A), à un niveau record au T2 avec 263 M CAD (202 M EUR) investis pour 104 transactions, souligne toutefois la robustesse de l'innovation canadienne.

Entreprises

WSP Global poursuit sa stratégie de croissance externe à tambours battants

La société de conseil, active dans les secteurs de l'infrastructure et de l'énergie, a annoncé le rachat début août de RPS Group, une société de conseil en environnement, pour un montant total de 975 M CAD. Depuis l'arrivée de son actuel président dans l'entreprise en 2010, ce ne sont pas moins de 80 acquisitions qui ont été réalisées par WSP. Cette croissance spectaculaire est aussi le reflet d'un marché en plein essor, poussé par la demande d'acteurs publics et privés soucieux de connaître leur impact environnemental et de trouver un moyen de le réduire. Alors que l'économie mondiale est entrée dans une période d'incertitudes, la multinationale dit vouloir poursuivre son rythme d'acquisitions et se

montre toujours confiante quant à la solidité de ses propres finances.

La transition énergétique progresse dans les Territoires du Nord-Ouest

Nichée entre le fleuve Mackenzie à l'ouest et le lac Sitidgi sur son flanc est, située à seulement 100 km de l'Océan Arctique, la région reculée d'Inuvik accueillera un nouveau parc de panneaux solaires grâce à l'entreprise locale Nihtat Energy exploitée par des autochtones. Pourvoyeur d'emplois et surtout d'indépendance énergétique, le projet a attiré l'attention des autorités fédérales qui, par le moyen de leurs ministères, financeront le projet à hauteur de 5,6 M CAD. Vaste continent, le Canada affiche son ambition en matière de transition énergétique et démontre sa capacité à la concrétiser, y compris dans ses territoires les plus éloignés et ruraux déjà bien conscients de la réalité du changement climatique, pour lesquels il a investi 300 M CAD en 5 ans.

L'EdTech française Unowhy espère s'imposer dans les écoles québécoises

Rivale du géant Apple pour la vente de tablettes numériques aux établissements scolaires québécois, la société française espère l'emporter en mettant en avant sa principale valeur ajoutée : une suite logicielle conçue sur-mesure pour l'école, formant partie de son offre baptisée « Sqool ». A ce stade, l'entreprise ne dispose pas encore de bureaux au Canada mais prévoit de s'installer à Montréal si son succès se confirme. Elle vient d'obtenir l'autorisation du Québec de vendre ses tablettes aux établissements scolaires et des projets-pilotes y sont déjà en cours. L'entreprise nourrit déjà une grande ambition pour les marchés canadien et américain dans leur ensemble, actuellement en plein essor.